



ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2024

URIENTAZIONE BUGGETTARIE

CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse





Orientations Budgétaires 2024

Préambule

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NotRe) en son article 107 précisé par le décret 2016-841 du 24 juin 2016, a voulu accentuer l'information des élus en complétant notamment les dispositions relatives au contenu du débat. Ce débat doit s'effectuer sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires et doit également comporter une présentation sur la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et la durée effective du temps de travail.

Le rapport sur les orientations budgétaires constitue ainsi la première étape du cycle budgétaire annuel. Il précède l'élaboration du budget primitif et des décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétisant par le vote du compte administratif.

Conformément à l'article L 4312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un débat a lieu sur les orientations budgétaires de l'exercice, dont il est pris acte par les membres de l'assemblée délibérante à travers une délibération spécifique.

On rappelle que le rapport sur les orientations budgétaires n'a pas vocation à se substituer au vote du budget primitif où l'ensemble des recettes et des dépenses sont présentées.

I) Politiques publiques : cadre stratégique et objectifs-cibles

Les orientations budgétaires de l'ODARC au titre de l'exercice 2024 se déclinent en cinq enjeux de politique publique, à savoir :

- Protéger, maîtriser et mobiliser le foncier ;
- Appréhender le développement agricole à l'aune du changement climatique ;
- Orienter l'accompagnement public vers la production, l'autonomie alimentaire et l'efficacité environnementale ;
- Intensifier la connaissance au travers de la recherche appliquée et de l'innovation afin de faire face aux défis qui se posent au monde agricole insulaire ;
- Consolider l'approche territoriale et la transversalité entre l'ODARC et les autres offices et agences.

Ces 5 axes s'articulent principalement à travers le Plan de Développement Régional de la Corse 2014-2020 (PDRC), le Plan Stratégique National-Volet Corse et le « plan Ambition Corse 2021-2025 » (soutien aux filières) cofinancé par France Agrimer.

Ces orientations se déclinent en 5 priorités stratégiques et en mesures opérationnelles pour replacer l'agriculture corse au niveau auquel elle doit prétendre, une agriculture d'excellence, résiliente et respectueuse de l'environnement, mais aussi une agriculture nourricière, une agriculture qui exporte mais surtout une agriculture qui subvient aux besoins alimentaires de son peuple.

II) Les objectifs et des priorités pour 2024

➤ Volet production

Le développement de la production doit être au cœur de l'action de l'ODARC notamment pour diminuer la dépendance alimentaire de la Corse. Pour y parvenir, des améliorations des dispositifs existants et la mise en place d'outils innovants et de systèmes qui facilitent l'accès aux aides seront mis en œuvre.

La poursuite des mesures visant à la modernisation des exploitations (matériel, bâtiment, etc.) et à la mise en valeur agricole, notamment au travers du plan de soutien aux cultures protéiques, seront poursuivies dans le cadre des programmes actuels mais également du PSN.

Une attention particulière sera portée aux filières ovines et caprines avec l'accompagnement de projets pilotes d'exploitations modèles, le dépôt des dossiers IGP agnelli et capretti di Corsica, la poursuite des aides à la réforme et la mise en place du pôle petits ruminants.

Le volet 2024 du plan Ambition pour le développement des filières de production agricole de Corse sera mis en œuvre permettant l'accompagnement des différentes structures agricoles insulaires (chambres d'agriculture et filières notamment).

Le lancement de la prochaine programmation démarrera également en 2024 avec de nouvelles orientations en matière d'installation des jeunes agriculteurs et d'accompagnement des exploitations avec pour objectif que les principales ressources des agriculteurs soient la production et la vente du fruit de leur travail et ainsi, inscrire l'agriculture corse sur la trajectoire vertueuse et indispensable de l'autonomie alimentaire.

Quelques précisions sur les actions envisagées :

- **Poursuite de la mise en œuvre des mesures du PDRC** afin de mobiliser les crédits FEADER encore disponibles au travers notamment des dispositifs de mécanisation en vue d'améliorer la gestion des ressources pastorales et traditionnelles, d'implantations de cultures protéiques afin d'améliorer l'autonomie des exploitations dans un contexte de flambée des coûts d'alimentation, d'investissements en faveur des aménagements hydrauliques, etc.
- **Lancement de la nouvelle programmation 2023-2027** notamment celles concernant la modernisation des exploitations et l'installation des jeunes agriculteurs.
- **Expertise des possibilités d'ingénierie financière dans la prochaine PAC** : rechercher des solutions pour faciliter l'accompagnement financier des exploitations qui souhaitent investir et se structurer (cessions de créances, avances sur investissements, etc.) afin de proposer un panel d'outils sécurisés, correspondant aux besoins selon les secteurs et répondant le mieux à l'effet levier recherché de la subvention.
- **Développement d'une filière bois** consommatrice de bois local nécessitant qu'un effort particulier soit porté sur les secteurs les plus faibles via notamment un soutien à l'installation ou à la consolidation des industries de sciage, à la création d'unités de séchage et à la modernisation de l'outil de récolte.
- **Développement de la marque Lignum Corsica** pour favoriser l'utilisation de bois local dans la commande publique.
- **Poursuite de l'accompagnement de la filière caprine** notamment au niveau de la gestion du schéma de sélection de la race caprine corse avec un projet ambitieux de génotypage, de la maîtrise de la paratuberculose au sein des élevages et de l'obtention d'une IGP Caprettu di Corsica.

➤ Volet foncier

Qu'il s'agisse de la spéculation péri-urbaine qui perdure, en relation avec les difficultés de prise en compte de la vocation agricole dans les documents d'urbanisme, ou des difficultés liées à l'indivision et à l'absence de titre, la problématique d'accès au foncier continue de peser sur le développement agricole.

Les projets de mise en valeur et l'installation d'agriculteurs restent contraints par ces difficultés. Une démarche structurelle sur la question de la mobilisation du foncier sera proposée notamment dans le cadre du processus d'autonomie au travers d'une politique de rénovation agraire en mettant en adéquation l'ensemble des moyens d'intervention liés à cette problématique qui font partiellement défaut : relance de la Commission d'Aménagement Foncier, renforcement du fonds foncier à l'installation, développement des moyens de prospection et d'animation foncière, mise en place d'une fiscalité favorable à la mobilisation foncière agricole, portage par l'ODARC d'opérations groupées d'amélioration et d'aménagement des terres.

➤ Volets recherche et formation

Les effets du changement climatique ont déjà un impact visible sur l'agriculture régionale et ceux-ci devraient encore s'accroître au cours des prochaines années. Il est vrai que la Corse, du fait de son caractère insulaire et de son positionnement en Méditerranée, est très exposée aux menaces climatiques. En conséquence, il sera désormais nécessaire de considérer ce facteur et ses implications comme un élément fondamental du développement.

Le projet de recherche agronomique régional de l'ODARC, élaboré en relation avec les partenaires scientifiques, a été validé à l'unanimité par l'Assemblée de Corse en 2023. Ce projet doit permettre de répondre aux opportunités et aux menaces identifiées et donner des perspectives de développement aux producteurs à moyen et long terme.

A court terme, il est indispensable de mobiliser la recherche, l'innovation et la formation afin d'atteindre les objectifs d'une agriculture performante, durable et préparée aux enjeux à venir avec notamment la poursuite de la mise en œuvre des « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole- CCPA » qui permettent une immersion professionnelle des futurs jeunes agriculteurs et le développement des activités d'expérimentation en agriculture notamment au sein des pôles de compétences de l'ODARC (élevage/transformation fromagère/apiculture d'Altiani, fourrages/céréales de Migliacciaru).

➤ Volets environnement et sanitaire

Nos productions doivent se développer dans le respect de l'environnement, mais elles doivent également anticiper les changements climatiques et les risques sanitaires à venir pour faire de ces contraintes des opportunités de développement.

Des actions en faveur de la gestion de la fertilité des sols, de l'accès et de l'optimisation de l'irrigation et de la promotion de pratiques agro-écologiques seront mises en œuvre dans le cadre du PSN (FEADER) au travers de Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC) et d'un renforcement de la collaboration entre l'ODARC et l'OEHC pour concrétiser l'équipement en réseau d'irrigation de petits périmètres de projets (PDRC et PSN).

En parallèle, les mesures visant à la protection vis-à-vis de la faune sauvage (biosécurité des élevages), à la lutte sanitaire (plans paratuberculose, tremblante, Aujesky, etc.), au renforcement des schémas de sélection et de diffusion des races locales, y compris l'abeille corse, socles de la biodiversité et au développement des activités de production de plants en Corse pour les filières végétales seront également consolidées.

De même, l'ODARC poursuivra son accompagnement des communes dans le cadre de la lutte contre les incendies (opérations de débroussaillage légal)

➤ Volets commercialisation et promotion

Certaines filières agricoles n'ont pas encore trouvé leur marché. De plus, certaines opportunités de commercialisation ne sont pas mobilisées faute d'organisation collective. En parallèle, les modes de consommation ont évolué et il faut diversifier le champ des possibles pour sécuriser les débouchés.

L'ODARC poursuivra en 2024 ses actions en faveurs du développement des circuits courts et de la promotion de l'agriculture corse.

Tout d'abord, A Strada di i sensi qui recouvre désormais tous les territoires et qui rassemble près de 500 adhérents est un excellent vecteur de la vente directe pour les touristes mais également pour les locaux et fera l'objet d'une mise en avant en partenariat avec l'ATC. Les mesures d'aide à la diversification et notamment à la création d'espaces de ventes sur l'exploitation ou la création de magasins de producteurs permettront également de soutenir les initiatives de circuits courts.

Enfin, une réflexion sera menée, en partenariat avec les services de la CDC, sur l'approvisionnement des cantines scolaires de la Collectivité. L'étude lancée en 2023 sur la faisabilité et les modalités de création d'un Marché d'Intérêt territorial (antennes territoriales, dématérialisation partielle...) devrait aboutir et permettre la mise en place concrète de ce nouveau projet important. En effet, un tel marché de gros assurerait un approvisionnement régulier en produits frais, permettrait d'organiser les filières et d'alimenter les professionnels (restaurants notamment, GMS...) mais également la restauration collective.

Enfin, les actions de promotion de l'agriculture corse seront poursuivies avec notamment l'organisation de la présence de la Corse au Salon International de l'Agriculture 2024, des campagnes de communication, des actions de sensibilisation du jeune public aux métiers agricoles et aux productions et le lancement du Label Restaurant « Gusti di Corsica » avec la certification d'une trentaine de restaurants dès 2024.

III) Les modalités opérationnelles

➤ Les programmes rattachés aux missions d'autorité de paiement de l'Office

Ils s'articulent autour de 4 axes :

✓ L'axe « FEADER - PDRC »

Suite à des reliquats de crédits FEADER sur des mesures non cofinancées par des crédits CdC (ICHN notamment), un redéploiement est prévu afin d'optimiser les financements européens mais nécessite des cofinancements de la CDC notamment sur des dispositifs aménagements hydrauliques, DFCI et amélioration de la gestion des ressources pastorales et traditionnelles. En parallèle, un nouvel AAP concernant les équipements de entreprises forestières sera lancé en début d'année. Enfin, quelques dossiers toujours en instruction seront programmés notamment en modernisation et en diversification agritouristique.

✓ L'axe « FEADER-PSN Corse »

Cette axe a pour vocation à prendre le relais du PDRC, avec de nouvelles dispositions de mobilisation des aides. En 2024, les dispositifs qui seront ouverts concerneront principalement la modernisation des exploitations, l'installation des jeunes agriculteurs, l'industrie agro-alimentaire, le soutien à l'agriculture biologique, les mesures agro-environnementales et climatiques et les aides LEADER fonctionnement.

Il est à noter que, suite au décroisement des crédits État, la direction des finances transfère directement auprès de la CdC, au travers du programme 149 « Compétitivité et durabilité de l'agriculture », les contreparties État au FEADER. Pour 2024, le montant s'élève à 1 200 000€ et viendront s'ajouter au 4 800 000€ de la CdC.

✓ L'axe « Hors FEADER et Hors Top Up »

Cet axe soutient principalement :

- La diffusion des connaissances techniques et les actions collectives de filières qui s'inscrivent sur les axes qualité, identité et promotion des produits certifiés dans le cadre du plan Ambition Corse 2024.
- L'accompagnement des « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole - CCPA ».
- Financement de la modernisation des exploitations agricoles ou forestières sur régime d'aides d'État (aides simplifiées, caves vinicoles, accompagnements spécifiques...).

Cet axe permettra l'accompagnement de projets qui non finançables par du FEADER et assurera également la transition entre le PDRC et le PSN sur les mesures investissements et aménagement des espaces agricoles, qui n'ont plus de disponibilités financières en FEADER. Il est de ce fait stratégique pour la politique de développement agricole et la continuité de l'accompagnement dans cette période de transition entre 2 programmes.

✓ L'axe « Opérations spécifiques »

Cet axe finance des opérations inhérentes aux aides aux laboratoires de la CDC, à l'appui à la SAFER et à la mobilisation du foncier au travers notamment des dispositifs d'accompagnement des AFP, aux financements des contrôles SIGC, aux fonds de financement au bénéfice des jeunes agriculteurs, des agriculteurs aînés et des AFP, à la promotion des productions agricoles et des labels Strada di i sensi et Gusti di Corsica, la gestion de crise et la certification bois Lignum Corsica.

➤ Les programmes d'investissements propres de l'ODARC

Ces investissements portent notamment sur :

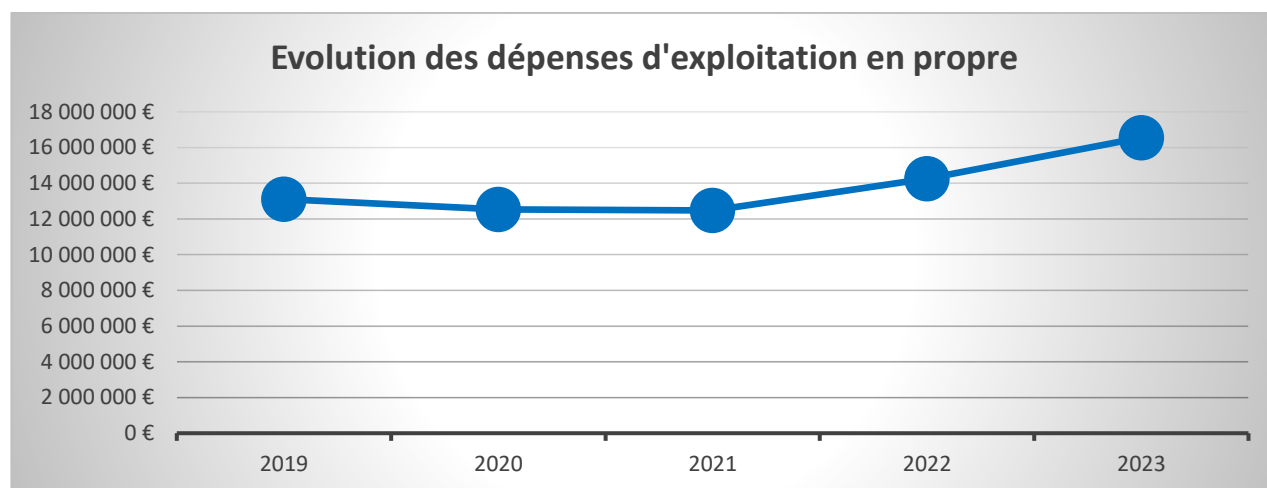
- La poursuite du renouvellement d'une partie du parc informatique, du système d'information et du mobilier notamment pour aménager les locaux du bâtiment de Migliacciaru qui regroupent sur le site l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle mais également la permanence de l'ODARC et de ses partenaires.
- L'actualisation de la mise en place de la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 9 territoires.
- Le site d'Altiani, sur lequel il est prévu d'améliorer les infrastructures existantes notamment de mettre en place un système de pompage, d'irrigation des cultures et de stockage de l'eau, de poursuivre les opérations de démaquisage et de clôtures, d'acquérir un tracteur et du petit matériel agricole, de construire un nouvel espace bergerie avec un hangar pour le fourrage et un nouvel hangar de stockage de matériel. Des installations photovoltaïques sont également prévues. Des travaux sur les réseaux VRD seront également réalisés afin de prendre en compte les nouveaux besoins. Une AMO sera également lancée pour créer un nouveau laboratoire de recherche en lieu et place de l'espace bergerie actuel.
- La poursuite de la réhabilitation du site de Migliacciaro, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales avec la création d'un hangar de stockage et de séchage du fourrage.

La hausse du prix des matières premières a engendré une augmentation du coût des constructions planifiées et engagées tant sur le site d'Altiani que sur celui de Migliacciaro.

IV) Analyse rétrospective des dépenses et des recettes

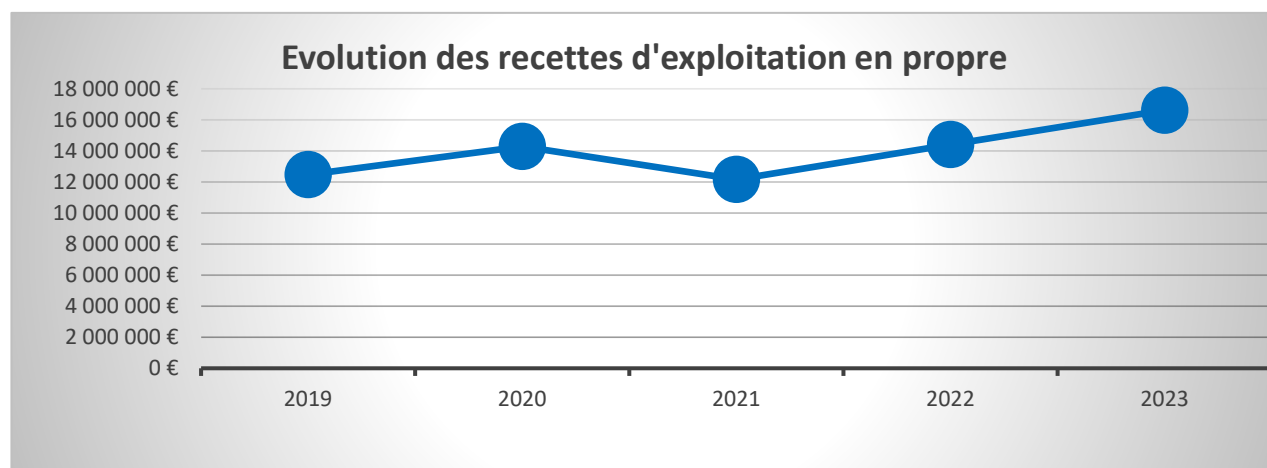
IV.1) Au titre de l'exploitation en propre

➤ Les dépenses et les recettes d'exploitation en propre



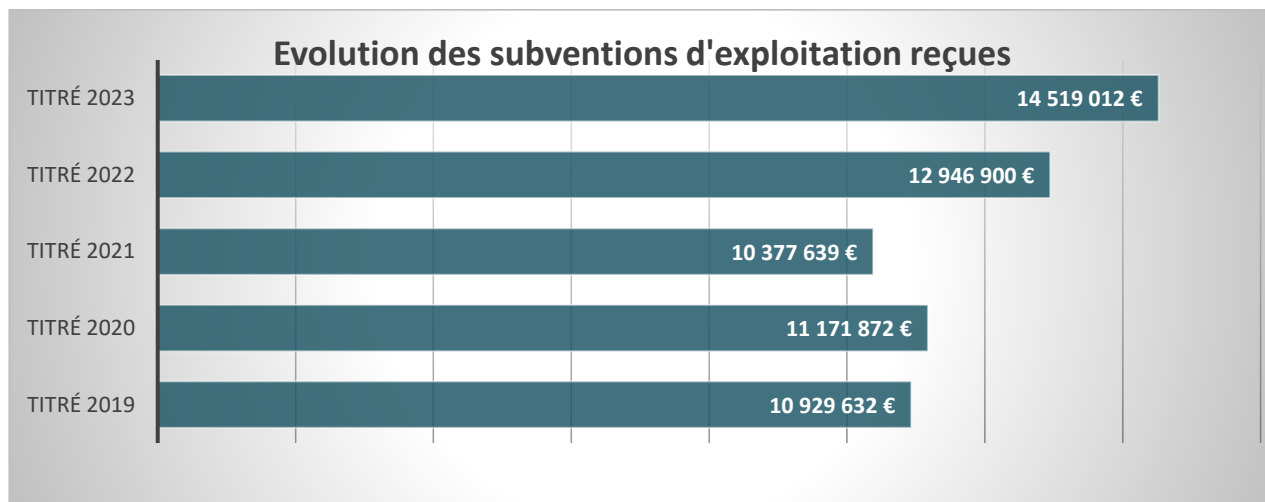
Sur la période 2019-2023, les dépenses d'exploitation en propre, hors dépenses liées aux interventions et restes à réaliser, se situent en moyenne autour de 13,8 M€ par an.

Ces dépenses se fixent à hauteur de 16,6 M€ pour l'exercice 2023, soit une hausse de 16,1 % par rapport à l'exercice 2022.



Sur la même période, les recettes d'exploitation en propre, hors recettes liées aux interventions et restes à réaliser, se situent en moyenne autour de 14 M€ par an.

Ces recettes se fixent à hauteur de 16,6 M€ en 2023, soit une hausse de 15,3 % par rapport à l'exercice 2022.

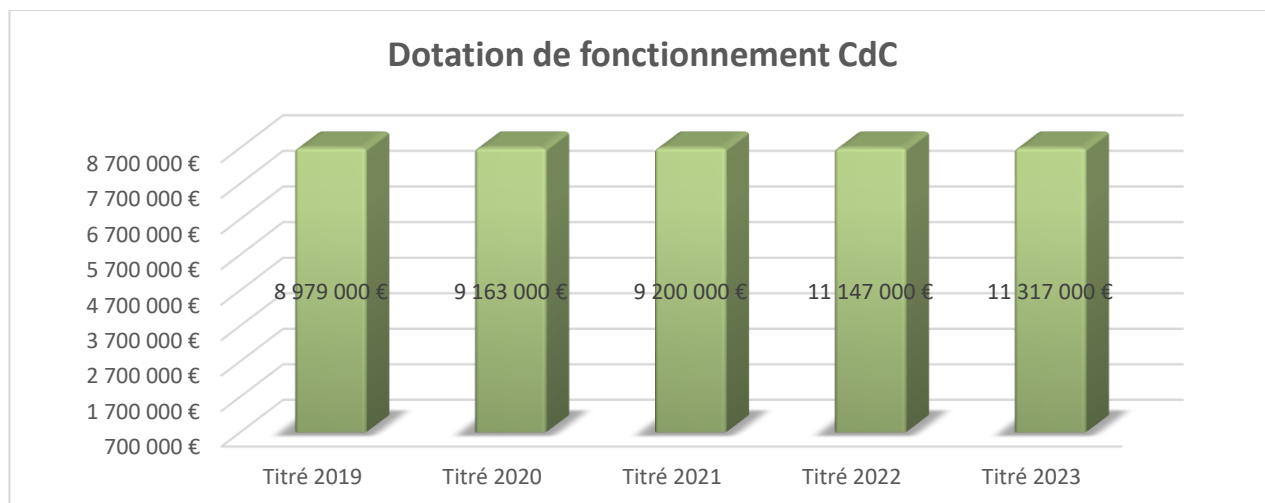


Sur la période 2019-2020, les subventions d'exploitations annuelles reçues restent stables.

En 2021, les subventions d'exploitations annuelles reçues atteignent 10,4 M€. Elles ont diminué par rapport à l'exercice précédent sous l'effet principalement de la crise sanitaire de la Covid-19 entraînant l'annulation du Salon International de l'Agriculture édition 2021 et une décélération des actions de promotion en propre.

En 2022, les subventions d'exploitations annuelles reçues se fixent à hauteur de 12,9 M€, marquant un net rebond de l'activité après la crise sanitaire de la Covid-19.

En 2023, les subventions d'exploitations annuelles reçues atteignent leur plus haut niveau à 14,5 M€.

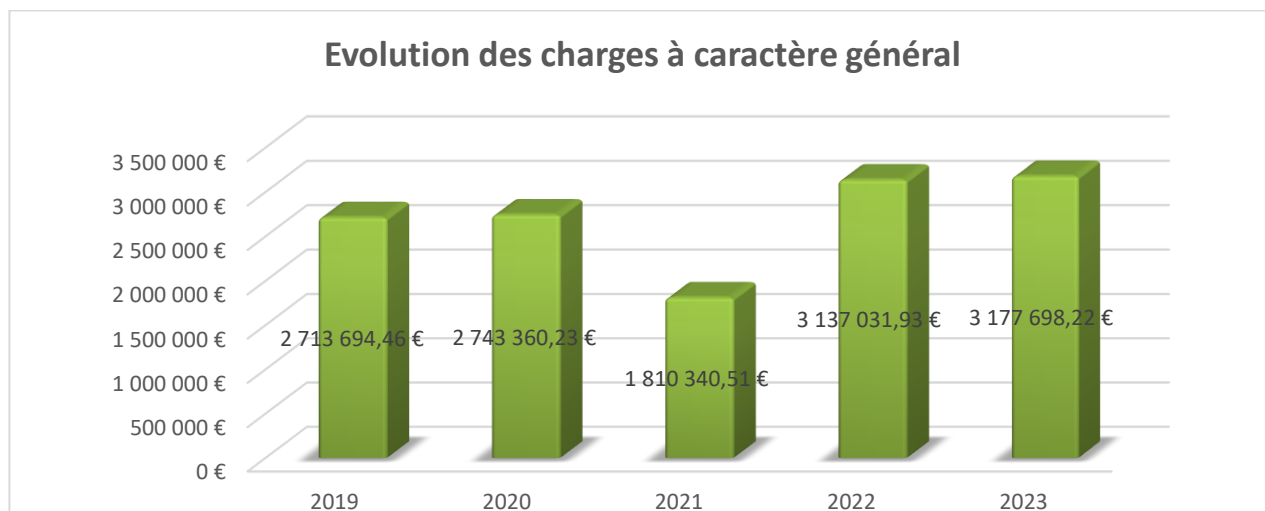


La dotation de fonctionnement en provenance de la CdC constitue la ressource financière essentielle permettant d'assurer la mission de service public de l'Office auprès du monde agricole, rural et forestier.

Sur la période 2019-2023, la dotation de fonctionnement est passée de 9 M€ en 2019 à 11,3 M€ en 2023 soit une augmentation de 26 %. Le taux de croissance moyen annuel est de 6 %.

➤ **Les charges à caractère général et les charges de personnel et frais assimilés**

• **Les charges à caractère général :**



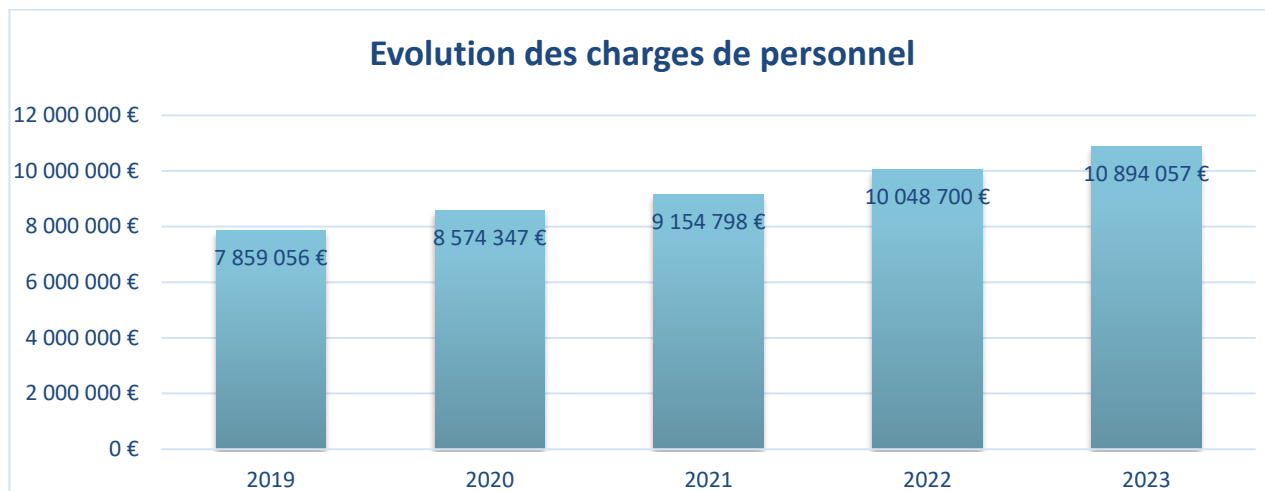
Les charges à caractère général (achats, services extérieurs et autres services extérieurs hors restes à réaliser) restent stables de 2019 à 2020.

L'exercice 2021 enregistre un niveau de charges à caractère général à hauteur de 1,8 M€, soit une diminution de 34 % par rapport à l'exercice 2020. Cette diminution s'explique principalement par une baisse des dépenses liées à l'annulation de l'édition 2021 du Salon International de l'Agriculture ainsi que par une décélération des actions de promotion en propre pour cause de crise sanitaire de la Covid-19.

Les charges à caractère général se fixent à hauteur de 3,1 M€ pour l'exercice 2022, soit une augmentation de 73,3 % par rapport à l'exercice 2021, liée à la reprise de l'activité, notamment l'organisation du Salon International de l'Agriculture et des actions de promotion en propre, après une année marquée par la crise sanitaire.

Les charges à caractère général restent stables de 2022 à 2023, se fixant à 3,2 M€ pour l'exercice 2023.

- **Les charges de personnel et frais assimilés :**



Sur la période 2019-2023, les charges de personnel progressent de 38,6 %, passant de 7,9 M€ en 2019 à 10,9 M€ en 2023. Le taux de croissance moyen annuel est de 8,5 %.

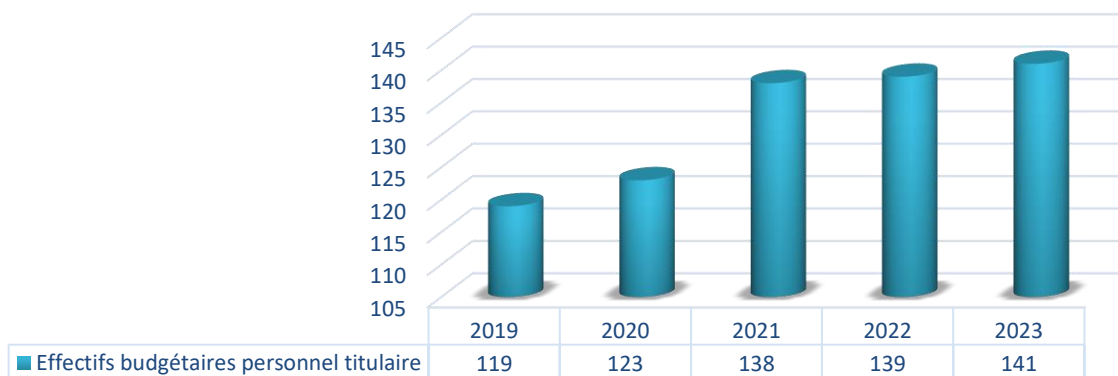
Entre 2019 et 2020, les charges de personnel augmentent de 9 %. Cette augmentation s'explique par une provision pour congés payés (droits à congés payés plus importants liés aux confinements suscités par la crise sanitaire de la Covid-19) pour 49 %, par des CDD de remplacement et pour surcroît d'activité pour 23 %, par des recrutements en CDI pour 14 %, par l'impact des indemnités d'un départ à la retraite pour 9 %, par des contrats d'apprentissage et un contrat Cifre pour 4,5 % et divers pour 0,5 %.

Entre 2020 et 2021, les charges de personnel augmentent de 6,8 %. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par le transfert des agents de l'OEC à l'ODARC le 1^{er} septembre 2021 pour 61,7 %, par l'impact lié à la réorganisation au sein de l'Office entraînant des changements indiciaires et des reclassements des agents pour 46,5 %, par des CDD pour surcroît d'activité pour 12,2 %, par l'impact des indemnités de 2 départs à la retraite et d'une rupture de contrat pour 5,6 %, par des contrats d'apprentissage et un contrat Cifre pour 4,5 % et par l'impact de la provision pour congés payés pour - 30,5%.

Entre 2021 et 2022, les charges de personnel augmentent de 6 %. De même qu'en 2021, cette augmentation s'explique pour l'essentiel par le transfert des agents de l'OEC à l'ODARC pour 84 % (charges de personnel exécutées en année pleine en 2022 contre 4 mois en 2021), par la revalorisation du point d'indice pour 20 %, par des CDD pour surcroît d'activité pour 7 % et par l'impact des indemnités de 2 départs à la retraite pour - 11 %.

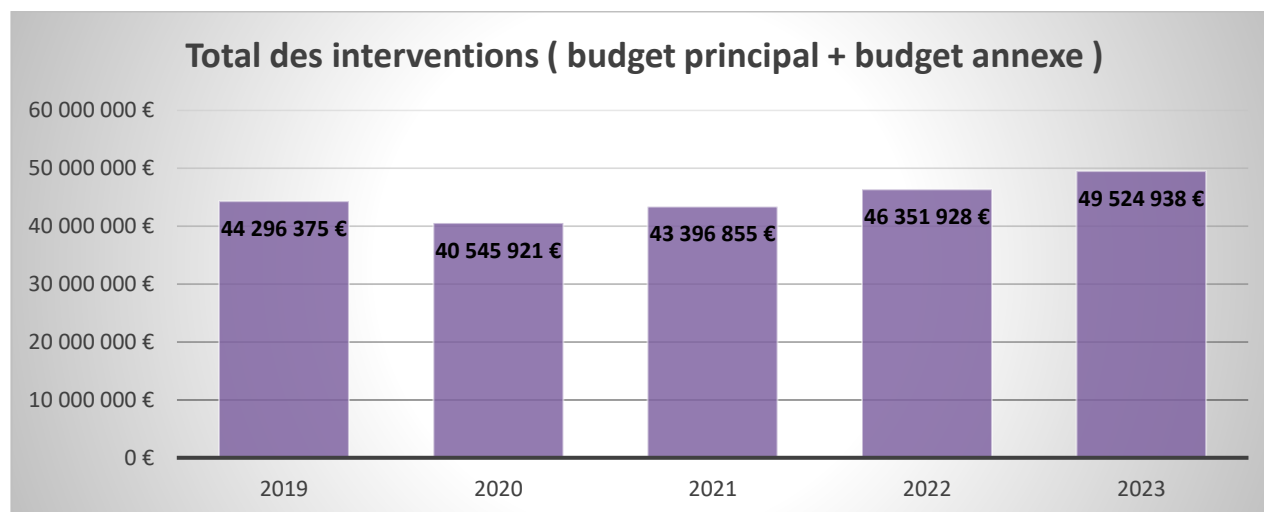
Entre 2022 et 2023, les charges de personnel augmentent de 8,4 %. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par l'impact des indemnités de 3 départs à la retraite ainsi qu'un licenciement pour 44 %, par la revalorisation du point d'indice et la monétisation des jours de CET pour 41 %, par les changements indiciaires liés à l'ancienneté et la hausse des effectifs de 4,4 ETP pour 9 %, par des contrats d'apprentissage pour 8 %, par des CDD de remplacement pour 7% et par des CDD pour surcroît d'activité pour - 9 %.

Evolution des effectifs budgétaires personnel titulaire



Les effectifs budgétaires relevant du personnel titulaire sont passés de 119 postes en 2019 à 141 postes en 2023. Cet accroissement de 22 postes sur la période relève de missions supplémentaires dévolues à l'Office dont le contenu a été porté à la connaissance des membres du Conseil d'Administration lors des exercices précédents. Sur ces 22 postes, 15 postes résultent du transfert des agents du Service Agro-Environnement de l'OEC à l'ODARC le 1^{er} septembre 2021.

IV.2) Au titre des interventions agricoles, rurales et forestières



Les interventions de l'Office, en dehors des fonds de financement qui supposent un droit à retour, impactent les comptes de racine 658 qui trouvent leur contrepartie en recettes aux comptes de racine 758. La fonction de redistribution d'aides ne générant en principe ni bénéfice ni perte.

En 2020, un peu moins d'interventions ont été réalisées par rapport à 2019 pour cause de crise sanitaire de la Covid-19 (report de réalisations de travaux/investissements pour beaucoup de bénéficiaires), mais cette baisse s'explique également par le fait qu'aucun rattrapage d'aide surfacique n'a été effectué sur cette période puisque les paiements se font désormais selon un rythme annuel normal.

En 2021, le montant total d'aides versées augmente de 2,9 M€ et ce, sans aucun rattrapage de mesures surfaciques. Ce qui signifie une augmentation sensible du rythme de paiement des autres mesures non surfaciques.

Le montant total d'aides versées pour l'exercice 2022 s'élève à 46,5 M€ (tous programmes et financeurs confondus mais hors fonds de financement) et ce, comme en 2021, sans aucun rattrapage de mesures surfaciques. Pour la deuxième année consécutive, le montant total d'aides versées augmente d'un niveau comparable à 2021, soit de 3 M€.

Le montant total d'aides versées pour l'exercice 2023 augmente pour la troisième année consécutive pour atteindre son plus haut niveau à 49,5 M€.

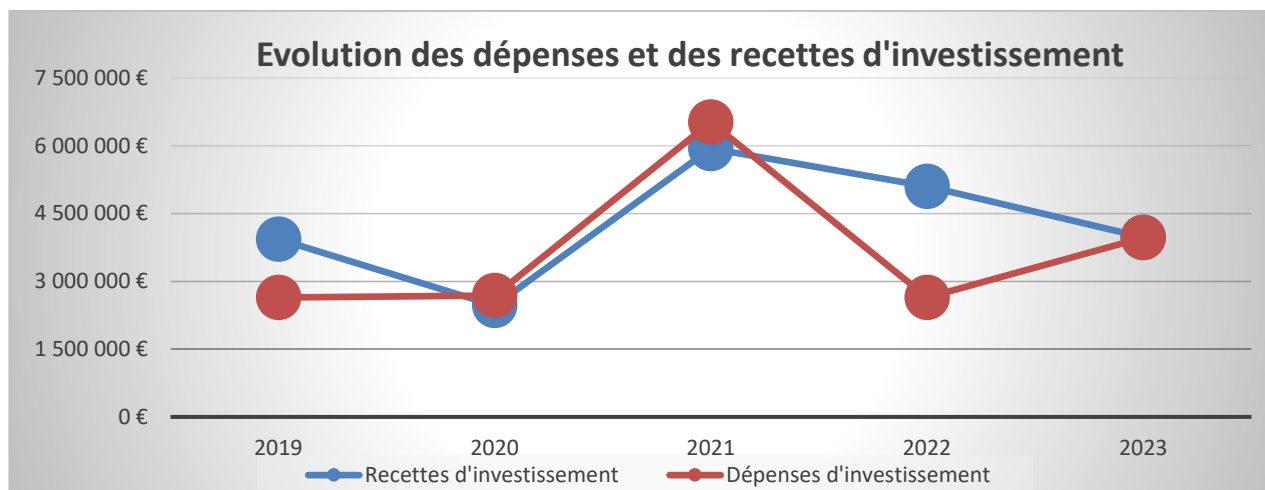
L'augmentation des aides versées entre 2022 et 2023 se décline principalement comme suit :

- Volet agriculture : + 4,8 M€ (dont « Industrie agro-alimentaire » + 3,5 M€, « Arboriculture » + 2,7 M€, « Gestion de crise » + 1,4 M€, « Modernisation des exploitations » - 1,1 M€ et « Autres » - 1,7 M€)
- Volet aides à la surface : - 2 M€ (dont « ICHN » - 0,7 M€, « MAEC » - 1,1 M€, « CAB et MAB » - 0,2 M€)
- Volet actions au bénéfice du monde rural : - 0,6 M€
- Volet actions à destination de la forêt : + 0,2 M€

Le niveau d'interventions sur les trois derniers exercices se situe sur une moyenne de 46,4 M€ par an. L'Office au titre de sa politique d'intervention a alloué en moyenne annuellement 44,8 M€ au bénéfice du monde agricole, rural et forestier sur la période 2019-2023.

IV.3) Au titre des investissements en propre

➤ Les dépenses et les recettes d'investissement en propre



Sur la période 2019-2021, les dépenses d'investissement ont progressé.

Entre 2020 et 2021, l'augmentation des dépenses d'investissement s'explique pour l'essentiel par des opérations de régularisations et de mise en conformité selon les normes comptables des comptes 271 « Titres immobilisés (droit de propriété) » et 274 « Prêts » en les reclassant aux comptes 261 « Titres de participation » et 266 « Autres formes de participation ».

En 2022, les dépenses d'investissement atteignent 2,6 M€, soit un niveau comparable à celui des années 2019 et 2020.

Entre 2022 et 2023, les dépenses d'investissement augmentent pour atteindre 4 M€. Cette hausse s'explique pour l'essentiel par l'acquisition de matériels d'analyse dans le cadre du programme de recherche et de développement dans les filières ovine, caprine, bovine, porcine, apicole et plante à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) de Corse et par des montants plus importants en 2023 qu'en 2022 relatifs à la reprise sur provision pour le financement du compte épargne temps ainsi qu'à la quote-part de subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice.

Entre 2020 et 2021, l'augmentation des recettes d'investissement s'explique par les éléments précités supra à l'instar des dépenses d'investissement sur la même période.

En 2022, les recettes d'investissement atteignent 5,1 M€, en légère baisse par rapport à 2021 mais à un niveau supérieur aux années antérieures, en raison d'un rattrapage de demandes de financement de dépenses d'investissement.

En 2023, les recettes d'investissement se fixent à 4 M€. Cette diminution s'explique par des demandes de financement de dépenses d'investissement moins importantes qu'en 2022.

Total des dépenses d'équipement



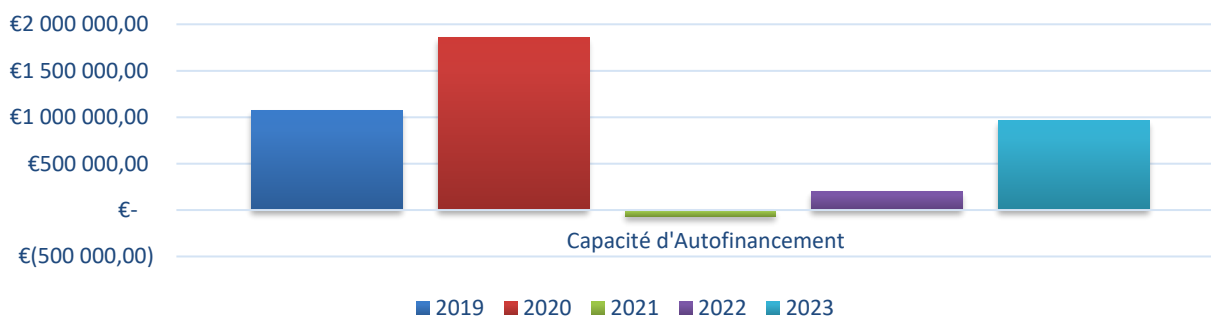
Sur la période 2019-2022, les dépenses d'équipement ont progressé sous l'effet essentiel de la mise en œuvre du projet de rénovation du siège social en 2020 ainsi que de la mise en œuvre du projet de surélévation du siège social en 2021.

L'exercice 2022 affiche un niveau de dépenses d'équipement à hauteur de 1,4 M€, dans la même épure qu'en 2020 et 2021, mais à un niveau inférieur. Cela concerne notamment la poursuite des travaux de rénovation et la surélévation du siège de l'ODARC à Bastia.

Entre 2022 et 2023, les dépenses d'équipement ont progressé se fixant à 2,3 M€ pour l'exercice 2023. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par l'acquisition de matériels d'analyse dans le cadre du programme de recherche et de développement dans les filières ovine, caprine, bovine, porcine, apicole et plante à parfum aromatiques et médicinales (PPAM) de Corse. A noter qu'une subvention de 800 000€ a été sollicitée et obtenue fin 2023 sur fonds FEDER afin d'accompagner ces investissements (extension fromagerie et matériel d'analyse). La perception de cette subvention est prévue en 2024.

V) Analyse rétrospective de la capacité d'autofinancement

Evolution de la capacité d'autofinancement



Sur la période 2019-2023, la capacité d'autofinancement annuelle moyenne se fixe à 0,8 M€ et la dépense moyenne annuelle d'équipement s'établit à 1,6 M€, soit un taux de couverture moyen de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement de 52 %.

En 2019 et 2020, la capacité d'autofinancement progresse. Elle atteint son point culminant en 2020, avec un montant dépassant légèrement celui du résultat de fonctionnement, sous l'effet significatif d'une régularisation comptable effectuée sur le compte « Divers - charges à payer ».

Le taux de couverture de la capacité d'autofinancement sur dépenses d'équipement en propre s'améliore également sur ces 2 années, constatant même l'entière couverture des dépenses d'équipement par la capacité d'autofinancement sur cette période.

L'année 2023 fait apparaître une capacité d'autofinancement positif de 1 M€.

VI) Les principaux aspects budgétaires de l'exercice 2024 hors interventions

Le budget principal dans sa composante « fonctionnement propre » fait l'objet de la présentation qui suit. Le budget annexe qui mobilise seulement les crédits relatifs aux interventions FEADER-UE est intégré au point (VII) infra.

Au titre du budget principal :

➤ Section d'exploitation

Les dépenses de fonctionnement recouvrent principalement des frais de personnel qui devraient s'élever à 11 805 000 €, des charges à caractère général à 3 600 000 € et des dotations aux amortissements et aux provisions à 1 200 000 €.

• Les dépenses de personnel

Par comparaison entre les éléments figurant au budget primitif 2023 et ceux constituant les orientations budgétaires 2024, les postes budgétaires des emplois permanents augmentent passant de 141 postes à 142 postes. En 2024, le nombre de personnel en équivalent temps plein (ETP) représente 131,3 ETP contre 129,6 en 2023.

Pour l'exercice 2024, un poste budgétaire supplémentaire est prévu suite aux modifications réglementaires liées aux missions d'Organisme Payeur.

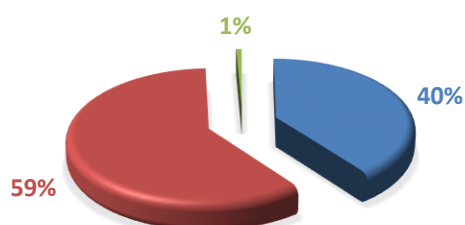
Concernant la structure des emplois permanents, la répartition des postes budgétaires entre la filière technique (59 %) et la filière administrative (40 %) reste stable. La répartition en pourcentage des postes par catégorie reste également stable : cadres supérieurs (69 %), cadres moyens (28 %) et agents d'exécution (2 %).



Au titre des emplois non permanents des agents non titulaires, le nombre de contrats à durée déterminée augmente entre les deux budgets passant de 8,2 à 9,8 ETP. Les contrats à durée déterminée (CDD) de remplacement augmentent de 1,6 ETP.

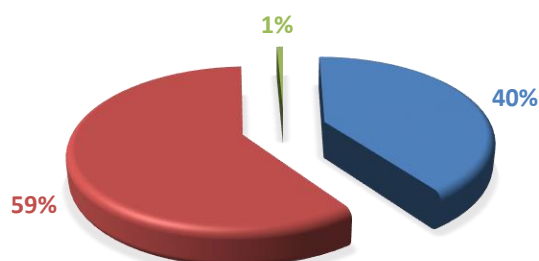
Le nombre de contrats d'apprentissage reste stable passant de 5 à 4,9 ETP, et le contrat Cifre/Thèse passe de 0,8 à 0,7 ETP. Il faut souligner que l'ODARC collabore prioritairement avec l'Université de Corse dans l'objectif de favoriser la formation en entreprise et l'insertion professionnelle des jeunes insulaires sur le marché local du travail.

Répartition en % des postes budgétaires par filière- BP 2023



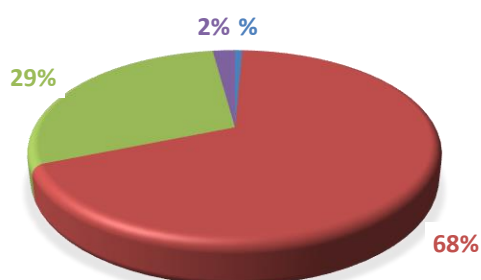
■ Filière administrative ■ Filière technique ■ Direction

Répartition en % des postes budgétaires par filière - OB 2024



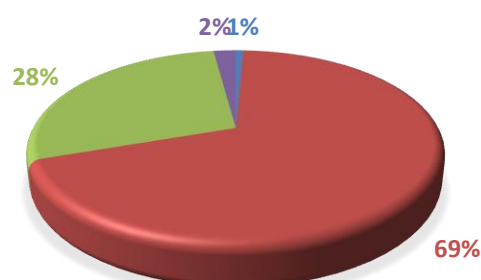
■ Filière administrative ■ Filière technique
■ Direction

Répartition en % des postes budgétaires par catégorie - BP 2023



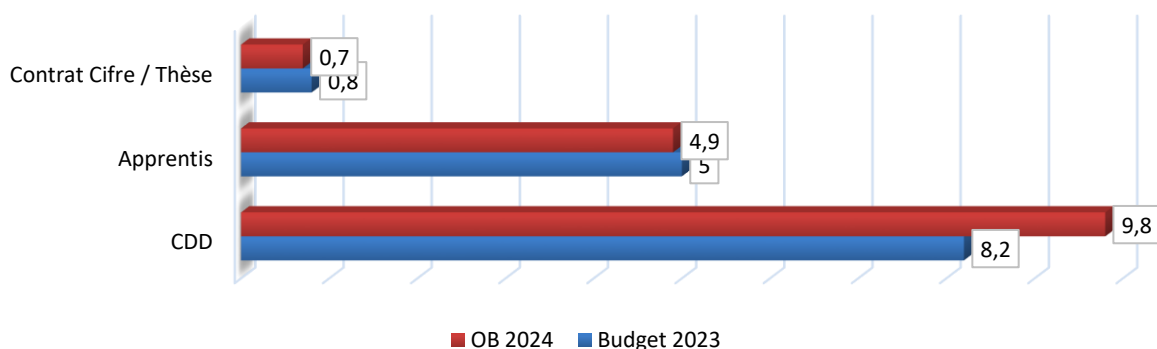
■ Directeur ■ Cadres supérieurs
■ Cadres moyens ■ Agents d'exécution

Répartition en % des postes budgétaires par catégorie - OB 2024



■ Directeur ■ Cadres supérieurs
■ Cadres moyens ■ Agents d'exécution

Emplois non permanents-agents non titulaires (en ETP) - Budget 2023/OB 2024



Concernant la durée effective du temps de travail, un accord conclu entre la Direction et les Syndicats de l'Office, en date du 15 Décembre 1999, précise l'orientation et l'incitation à la réduction collective du temps de travail en vigueur dans l'établissement.

La durée hebdomadaire du travail, à partir de laquelle se déterminent les horaires collectifs des salariés à temps plein et les taux de travail à temps partiel, est de 36 heures réparties sur 5 jours. En contrepartie de l'horaire appliqué, 10 jours ouvrés de repos par an sont acquis.

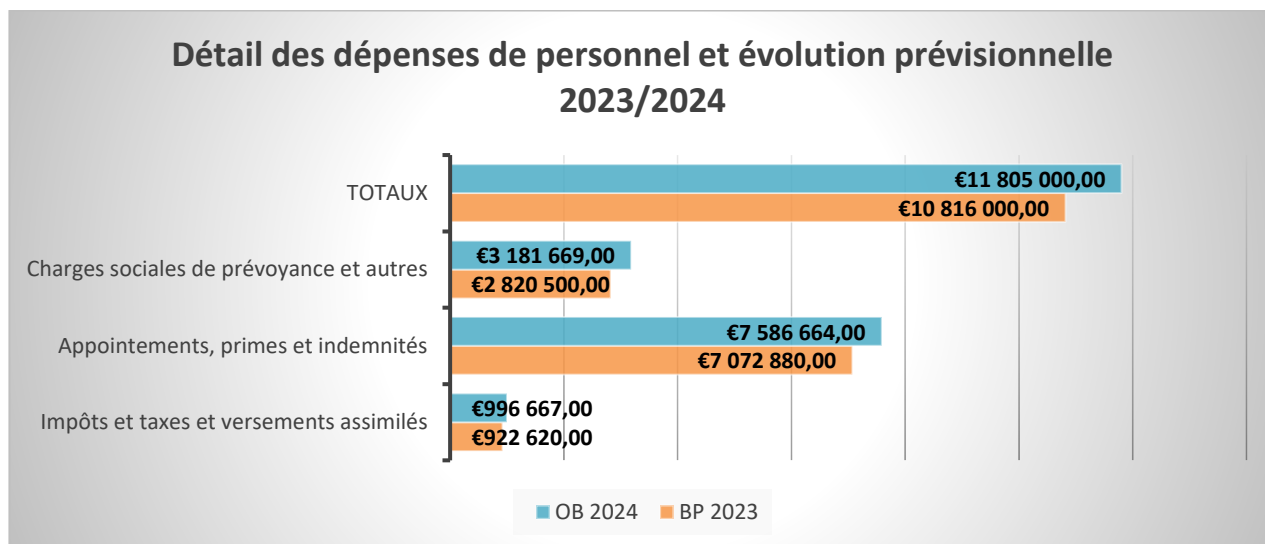
Un régime de travail particulier a été mis en place à la station d'Altiani afin de tenir compte du plan de charge spécifique des agents techniques. Le régime de travail est organisé sur deux semaines. L'horaire de travail est fixé à 70 heures sur neuf jours ouvrés. Le jour non travaillé est pris par roulement dans le cadre de la période de deux semaines qui sert de base au régime particulier de la station.

Un compte épargne temps a été mis en place au profit des personnels en emplois permanents, leur permettant d'alimenter leur compte tous les ans avec les jours de congés et de RTT restants dans les limites fixées.

Concernant la valorisation budgétaire, les hypothèses et bases principales de travail qui ont guidé la construction des prévisions sont les suivantes :

- ✓ Le plafond de la sécurité sociale revalorisé en 2024 s'élève à 3 864 € mensuel.
- ✓ Le point d'indice revalorisé à compter du 1^{er} juillet 2023 s'élève à 5,5325.
- ✓ Il est prévu six départs à la retraite et une fin de contrat suite au décès de l'agent.
- ✓ Deux mises en disponibilité sont prévues en filière administrative : un rédacteur et un rédacteur principal.
- ✓ Une mise à disposition est prévue en filière technique : un responsable technique.

- ✓ Les effectifs du personnel en emploi permanent sont prévus à hauteur de 142 postes budgétaires représentant 131,3 ETP.
- ✓ Les Contrats à durée déterminée sont prévus à hauteur de 9,8 ETP, les contrats d'apprentissage à hauteur de 4,9 ETP ainsi qu'un contrat Cifre/Thèse à hauteur de 0,7 ETP.



Les dépenses de personnel progressent de 9,14 %, soit de 989 000 € par rapport au Budget Primitif 2023. L'accroissement global des dépenses de personnel se compose d'appointements, de congés payés, de primes et d'indemnités pour 513 784 €, de charges sociales, impôts et taxes assis sur les salaires pour 435 216 € et de personnel intérimaire pour 40 000 €.

On notera par ailleurs, l'absence d'heures supplémentaires rémunérées car non statutaires.

• La dotation de fonctionnement 2024 en provenance de la CdC

La dotation de fonctionnement 2024 de l'Office d'un montant de 11 528 550 € augmente de 1,87 % par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation concerne l'accroissement en lien avec le fonctionnement de l'ODARC, notamment l'augmentation de la valeur du point d'indice, des départs à la retraite de 6 salariés, l'inflation sur essence, énergie, intrants agricoles..., et la création d'un poste de rédacteur principal suite aux modifications réglementaires liées aux missions d'Organisme Payeur.

• Les dépenses liées aux actions de promotion et de communication de l'Office

Dans le cadre de ses actions de promotion et de communication, l'ODARC, en partenariat avec les Chambres d'Agriculture, continuera à gérer l'organisation relative au Salon International de l'Agriculture (SIA).

L'édition 2024 du SIA se tiendra à Paris porte de Versailles. La CdC et l'ODARC y seront présents aux côtés des Chambres d'Agriculture afin de promouvoir l'agriculture insulaire et les produits du terroir, ainsi que de donner au grand public une image positive de la Corse. L'organisation du SIA 2024 implique de mobiliser dans l'exercice 550 000 € de crédits.

Au titre de la promotion des filières indispensables à l'équilibre général de l'image commerciale des productions agricoles et rurales insulaires qui n'ont pas encore obtenu de certification (fruits et légumes, agneau, veau, fromages fermiers, etc.), des opérations de promotion générique et de sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture corse et à ses spécificités se poursuivent. Parallèlement, l'actualisation et la promotion des Routes des Sens Authentiques sur les 9 territoires constitués seront poursuivies. De même, le label restaurant « Gusti di Corsica » sera lancé en 2024 avec une trentaine de restaurants labellisés. Ces trois groupes d'opérations devraient générer environ 400 000 € de dépenses d'exploitation.

➤ Section d'investissement

Les principales acquisitions et les renouvellements notables d'actifs pour l'exercice 2024 devraient se décliner comme suit :

✓ Les dépenses d'investissement annuelles :

Il s'agit :

- De la poursuite du renouvellement du parc informatique, la sécurisation du système d'information ainsi que du mobilier de bureau pour aménager le nouveau site de Migliacciaru (518 K€).
- D'acquisition de matériels industriels pour les stations expérimentales (200 K€).
- De l'acquisition d'un bâtiment au Domaine de Casabianca (280 K€).
- De compléments d'investissements relatifs à la signalétique des Routes des Sens Authentiques sur les 9 territoires insulaires dédiés (20 K€).
- De travaux d'aménagement et autres (108 K€).
- De la poursuite des opérations de démaquisage et de clôtures ainsi que des travaux d'aménagement sur le site de la station expérimentale d'Altiani (60 K€).
- De la poursuite de la réhabilitation du site de la station expérimentale de Migliacciaro (89 K€).



✓ **Les dépenses d'investissement pluriannuelles :**

Il s'agit :

- Sur le site de la station expérimentale d'Altiani, d'opérer la construction d'un bâtiment de stockage pour le cheptel caprin, d'engager des travaux relevant de la création d'un nouvel espace bergerie y compris hangar fourrage et matériels, d'opérer la construction d'un bâtiment de stockage de matériel avec photovoltaïque, d'engager des travaux de VRD, ainsi qu'une création d'un laboratoire de recherche.

N° d'AP	Libellé de l'AP	Montant d'AP	CP Réalisés			CP prévisionnels	
			2021	2022	2023	2024	2025
AP-2021-0002	Construction d'un hangar de stockage (haras de boucs)	485 000 €	3 049,80 €	8 537,10 €	17 092,46 €	456 320 €	- €
AP-2021-0004	Travaux d'aménagement et de création d'un nouvel espace bergerie	2 472 000 €	4 365,40 €	- €	71 592,49€	200 000 €	2 196 042 €
AP-2023-0012	Création d'un système d'irrigation	700 000 €	- €	- €	- €	350 000 €	350 000 €
AP-2024-0013	Construction d'un bâtiment de stockage de matériel	450 000 €	- €	- €	- €	50 000 €	400 000 €
AP-2024-0014	Travaux de voiries et réseaux divers	400 000 €	- €	- €	- €	- €	400 000 €
AP-2024-0015	Création d'un laboratoire de recherche	100 000 €	- €	- €	- €	- €	100 000 €

- De réhabiliter le site de la station expérimentale de Migliacciario, destiné à devenir un pôle de compétences en filière fourrages et céréales, avec la création d'un bâtiment technico administratif disposant d'un espace d'accueil dédié aux bureaux, salle de réunion, et laboratoire, et permettant de regrouper sur le site, d'une part l'ensemble des personnels techniques nécessaires au développement du pôle, et d'autre part la permanence de l'ODARC et de ses partenaires, ainsi qu'un hangar de stockage de fourrage et dematériel avec photovoltaïque.

N° d'AP	Libellé de l'AP	Montant d'AP	CP Réalisés			CP prévisionnels	
			2021	2022	2023	2024	2025
AP-2021-0005	Construction d'un bâtiment technico-administratif	2 500 000 €	4 042,48 €	2 214,75 €	9 095,12 €	1 600 000 €	884 647 €
AP-2021-0006	Construction d'un hangar de stockage	650 000 €	4 090,32 €	637,02 €	2 406,54 €	642 866 €	- €

VII) Les interventions

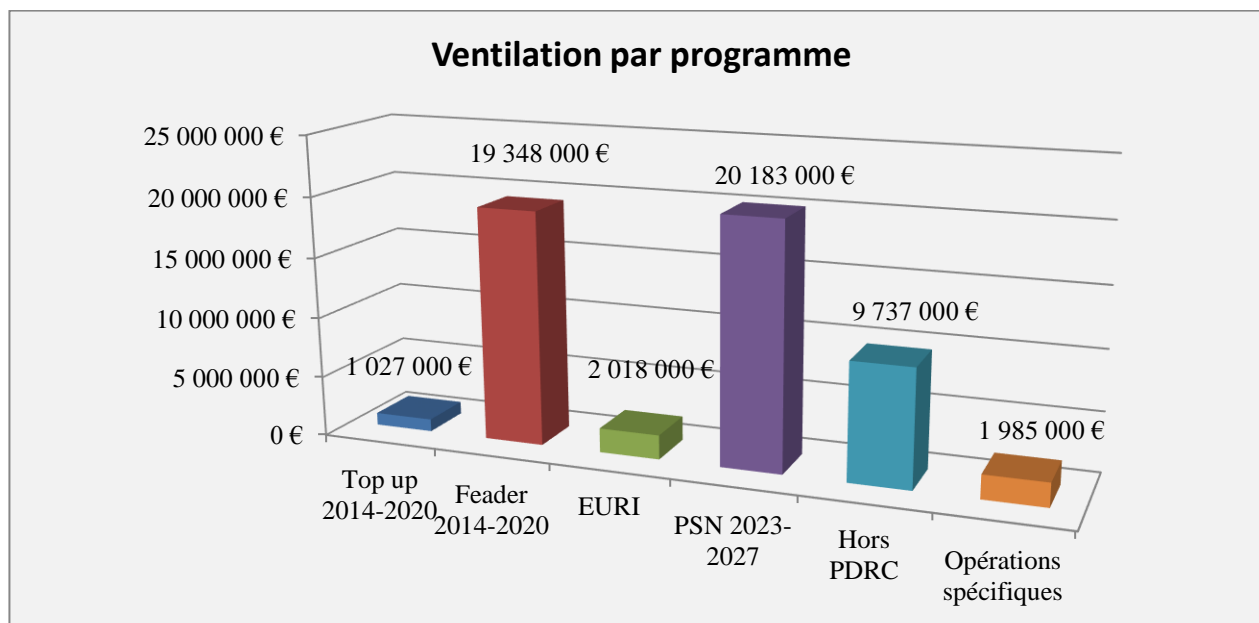
VII.1) Les aides par programme et par financeur

En 2024, l'Office devrait mettre en œuvre au bénéfice du territoire insulaire environ 54,3 M€ d'aides, dont 50,5 % de crédits européens au titre du budget annexe FEADER soit 27,4 M€.

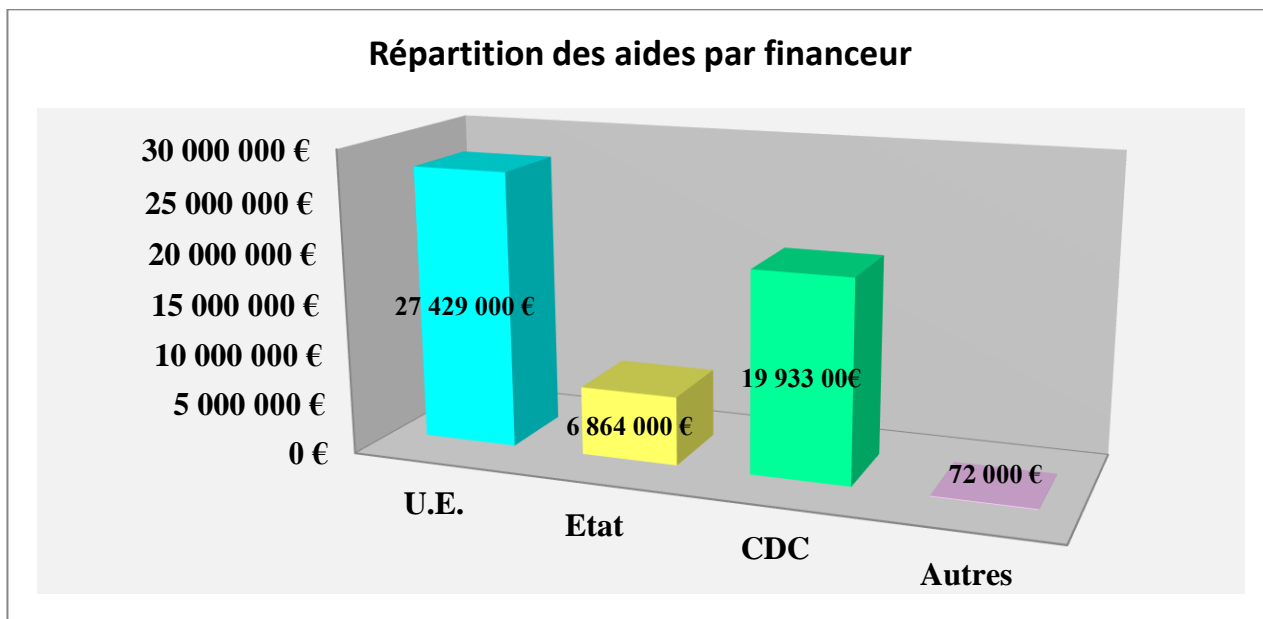
Les aides par programme et par financeur se déclinent infra :

Programmes/financeurs	UE	État	CdC	Autres	Total
Top Up 2014-2020		143 000	884 000		1 027 000
FEADER 2014-2020	12 788 000	1 071 000	5 417 000	72 000	19 348 000
EURI	2 018 000				2 018 000
PSN 2023-2027	12 623 000	5 319 000	2 241 000		20 183 000
Hors PDRC		134 000	9 603 000		9 737 000
Opérations spécifiques		197 000	1 788 000		1 985 000
Total	27 429 000	6 864 000	19 933 000	72 000	54 298 000
Répartition %	50,5%	12,7%	36,7%	0,1%	100%

L'histogramme ci-dessous permet d'avoir la vision des aides prévues en 2024 par programme tous financeurs confondus :



La répartition des aides par financeur tous programmes confondus s'illustre comme suit :



En 2024 sur l'ensemble des programmes, la contribution européenne au regard des dépenses d'aides prévues devrait atteindre 27,4 M€, celle de la CdC 19,9 M€, celle de l'État 6,9 M€ et celle des autres financeurs 0,07 M€.

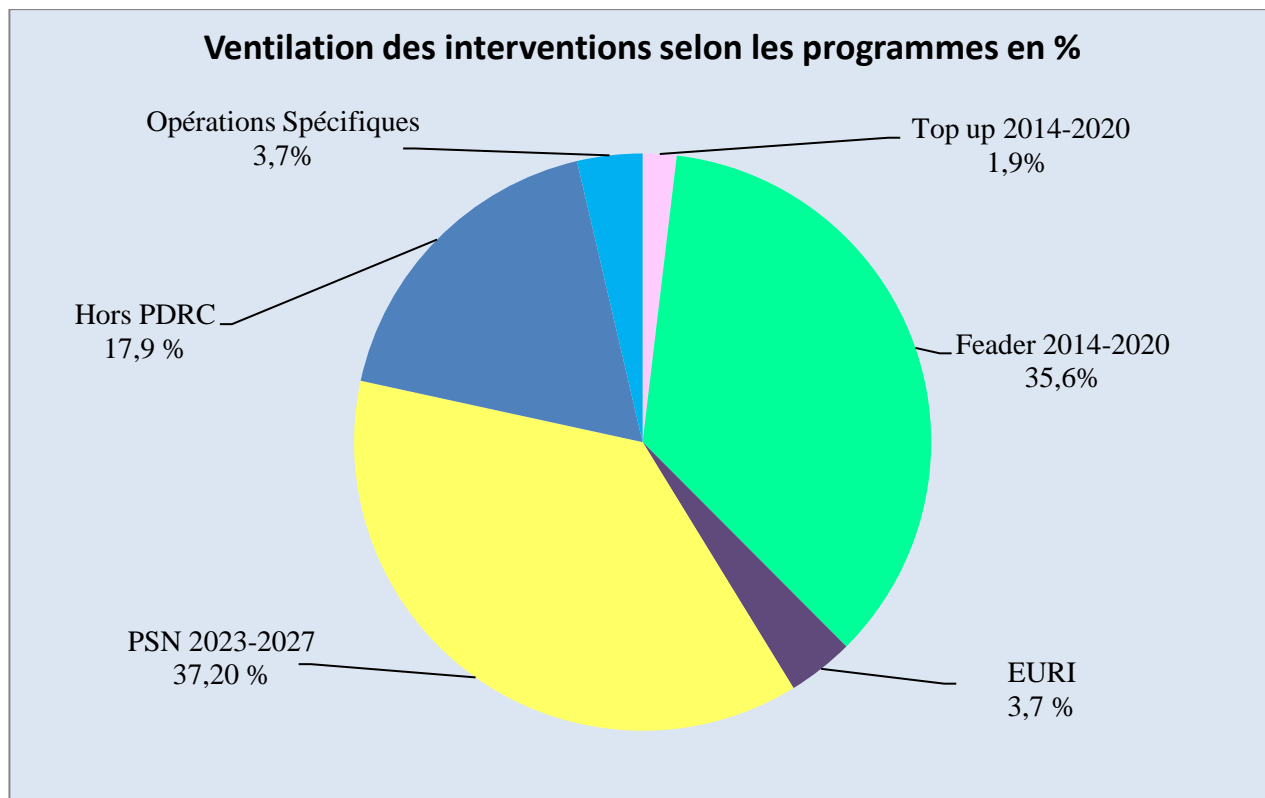
VII.2) Nature des principales interventions au sein des différents programmes

Les interventions de l'Office se structurent autour :

- De dispositifs cofinancés, au titre du Programme de Développement Rural Corse (PDRC) 2014-2020 pour 22,4 M€ de crédits. Le PDRC regroupant les programmes FEADER, EURI et Top Up.
- Du Plan Stratégique National (PSN) 2023-2027 qui a pour vocation de prendre le relais du PDRC pour 20,2 M€.
- D'actions dissociables du PDRC et dont le financement est assuré sur des fonds en provenance de la CdC (dits Hors PDRC) pour 9,7 M€.
- D'opérations spécifiques adossées à un mono financement régional pour 2 M€.

Il est à noter que :

- 35,6 % des interventions totales de l'Office sont financés dans le cadre du programme FEADER 2014-2020, ce dernier appelant des cofinancements européens et nationaux dans le montage des plans de financement.
- 37,2 % des crédits sont destinés au PSN 2023-2027 cofinancés par des fonds européens et nationaux.
- 1,9 % de l'ensemble des opérations sont réalisés au titre du programme Top Up mobilisant des financements nationaux (État, CdC et AERMC) additionnels au programme FEADER.
- 17,9 % des exécutions de subventions prévues en 2023 sont adossés à des financements émanant de la CdC au titre du programme Hors PDRC.
- 3,7 % des mandatement de subventions prévus concernent le programme Opérations spécifiques pouvant bénéficier d'une pré individualisation des actions par l'Assemblée de Corse.
- 3,7 % concernent le fonds EURI, nouveau plan d'investissement en lien avec la crise sanitaire dans le cadre du PDRC.



Les principaux mandatements d'aides prévus se répartissent selon les natures d'interventions exposées ci-après :

➤ **Au titre du PDRC 2014-2020**

Les dispositifs ou groupes de dispositifs significatifs du PDRC au regard de leur impact financier se déclinent comme suit :

- 4,3 M€ pour les investissements en faveur des exploitations agricoles (mise en valeur, exploitations agricoles et industries agroalimentaires).
- 3,8 M€ pour les services de base et la rénovation des villages dans les zones rurales.
- 2,3 M€ pour l'aide au démarrage d'entreprises à destination notamment des jeunes agriculteurs.
- 1,9 M€ destinés à l'agriculture biologique.
- 1,8 M€ pour le soutien au développement local Leader.
- 0,5 M€ au titre des actions agroenvironnementales et climatiques.

➤ **Au titre du PSN 2023-2027**

Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- 14,8 M€ pour les indemnités compensatoires aux handicaps naturels. Cette mesure comprend l'acompte de la campagne 2024.
- 2,3 M€ pour l'installation des jeunes agriculteurs et les investissements agricoles.
- 1,3 M€ pour les investissements en faveur des exploitations agricoles.

➤ **Au titre des opérations Hors-PDRC**

Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- 6,7 M€ pour les investissements agricoles et vinicoles.
- 1,9 M€ pour le soutien à la structuration des filières et à la promotion des produits sous signes de qualité à travers le plan ambition.

➤ **Au titre des opérations spécifiques de la CdC :**

Les principaux dispositifs ou groupes de dispositifs se déclinent comme suit :

- 0,4 M€ pour la promotion des productions agricoles et rurales, la sensibilisation des différents publics à la diversité de l'agriculture insulaire et la poursuite de la route des sens authentiques.
- 0,3 M€ pour le dispositif de gestion de crise qui prend en charge les demandes individuelles ou collectives d'agriculteurs, dont les exploitations ont eu à subir des dégradations de leurs outils de production suite aux aléas climatiques, aux crises sanitaires ou événements accidentels susceptibles d'affecter la pérennité de leurs exploitations.
- 0,5 M€ pour l'appui aux Safer et à la mobilisation du foncier.